



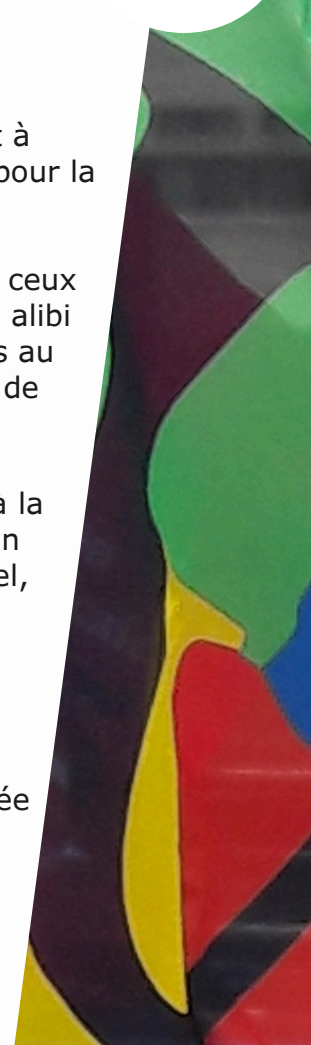
Le 10 septembre, dites non à l'austérité à la PJJ aussi !

Si ce n'est pas encore fait, veuillez trouver la pétition intersyndicale permettant à chacun et chacune de donner son avis sur le projet de finances en préparation pour la rentrée : stopbudgetbayrou.fr

Ce dernier est inacceptable et les responsables de la dette ne sont pas celles et ceux qui vont contribuer si ce projet de loi, ou un semblable, aboutit. La dette est un alibi pour mettre en place une politique libérale, capitaliste, favorisant les plus riches au détriment des services publics, des travailleurs et travailleuses, de leur famille, de leur santé ainsi que de leur bien-être.

Appliqué à notre administration, ce budget ne permet pas l'octroi de moyens à la hauteur des enjeux que requiert l'accompagnement éducatif d'adolescent.es en difficultés portés notamment dans notre plan d'urgence pour la PJJ, pour lequel, dès 2023, nous posons nos revendications, qui malheureusement, restent d'actualité. Voir [PLAN D'URGENCE : 6 champs d'action pour une PJJ véritablement au service de l'éducation.](#)

L'été 2024 fut pour les professionnel.les de la PJJ un temps de mobilisation important face au non-renouvellement brutal de 500 contractuel.les. Cette année encore, de nombreux services sont en difficulté en terme de moyens. Trop de renouvellements de contrats sont à court terme, ce qui ne présage rien de bon. En effet, dans ce projet de loi de finances, les professionnel.les de la fonction publique et les services publics sont en première ligne avec la suppression de 3000 postes en 2026, le non-renouvellement d'un.e fonctionnaire sur trois partant à la retraite et le gel des rémunérations.



La PJJ ne sera pas épargnée, c'est une évidence, sachant qu'elle est déjà mise dans l'incapacité de remplir ses missions d'éducation et de protection : en témoignent les listes d'attente, la situation des centres fermés, telle que décrite par l'Inspection Générale de la Justice dans son rapport de 2025 ou encore les alertes sur le non-respect des droits de l'enfant, du fait de conditions d'incarcération indignes au sein des EPM que nous dénonçons depuis plusieurs mois.

La colère citoyenne qui s'exprime depuis l'annonce du projet de budget fait écho à la colère des agent.es de la Fonction Publique et à la nôtre. Depuis les gilets jaunes, la mobilisation contre la réforme des retraites, puis la dissolution et le déni de démocratie qui s'en est suivi, personne n'est dupe, même s'il y a peu d'espaces pour exprimer la préoccupation principale qui est la baisse des revenus et l'augmentation de la pauvreté. Sans actions collectives, rien ne changera et les plus aisé.es garderont leurs privilèges.

Au sein de notre administration, la gestion du personnel à grand renfort de prime est un levier pour diviser et limiter les solidarités. Nous revendiquons la NBI et le SEGUR pour toutes et tous, la fin des primes et avancements au mérite, une revalorisation réelle et sérieuse de la rémunération des catégories C.



snpes.pjj.fsu@mailo.com



01 42 60 11 49



<https://www.facebook.com/profile.php?id=100064701035003>



<https://youtube.com/@ouiauparideleducation3262>



snpespjj.fsu.fr



<https://www.instagram.com/snpes1945/>





Il s'agit d'équité, mais également de permettre un travail en équipe apaisé et tourné vers les missions qui sont les nôtres. De bonnes conditions de travail et les garanties d'un statut sécurisé sont gages de qualité de vie au travail, bien plus que quelques journées qui n'ont de cohésion que le nom !

En plus des listes d'attente qui s'allongent et laissent des jeunes s'ancrer dans un parcours pénal plus complexe faute d'avoir pu bénéficier d'un suivi éducatif avant plusieurs mois, la logique de la DPJJ entraîne d'autres conséquences néfastes pour les adolescent.es et pour l'Institution.

Le SNPES-PJJ/FSU depuis la création de son "plan d'urgence" en 2023, œuvre pour que les actions et les revendications soient portées en intersyndicale, dès lors que les sujets de fond nous rapprochent. A ce titre, nous sommes favorables à dépasser les mots par les actes et à créer concrètement une plateforme de revendication commune avec les organisations syndicales qui le souhaitent.



Le 10 septembre, le SNPES-PJJ/FSU appelle à la grève et à la mobilisation collective, nombreuse et rassemblée autour des initiatives progressistes. Cette journée marque, selon nous, le début d'un mouvement profond qui s'inscrit dans le temps. Les formes qu'il prendra sont à construire ensemble !

Un plan d'**URGENCE** pour la P.J.J



snpes.pjj.fsu@mailo.com



01 42 60 11 49



<https://www.facebook.com/profile.php?id=100064701035003>



<https://youtube.com/@ouiauparideleducation3262>



snpespjj.fsu.fr



<https://bsky.app/profile/snpespjj.bsky.social>